



MANIFESTATION DU 28 MARS 2019

Les attaques incessantes contre la fonction publique et la DGFIP en particulier (qui a déjà subi la suppression de 25 000 emplois en 10 ans alors que la charge de travail augmente) nourrissent une colère croissante parmi les agent.e.s des finances publiques.

D'ici 2022, le gouvernement veut en effet imposer entre 10 000 et 30 000 suppressions d'emplois et prépare des projets véritablement destructeurs à la DGFIP

Ceux-ci concernent les missions avec l'externalisation et la privatisation de certaines d'entre elles (notaires, par exemple) et le Réseau.

En effet, une cartographie dite « revisitée » de la présence territoriale de l'administration se prépare : le nombre d'implantations de la DGFIP connaîtrait une chute vertigineuse tandis que des formes d'accueil ponctuel verraient se développer un service public au goutte à goutte.

Si l'on transpose à notre département les directives du ministre :

- Sur les 11 implantations de Trésoreries il n'en restera, probablement, que 3 ...
- Une présence épistolaire dans les 13 MSAP qui existent déjà ...
- Création de 7-8 Conseiller SPL (1 par EPCI) = reclassement/déclassement de cadres A et A+ (qui auront perdu leurs postes actuels dans la restructuration)
- 50 à 60 emplois supprimés !!!

A cela s'ajoute le projet de réforme de la Fonction Publique qui deviendra un outil de gestion introduisant de la précarisation et de la flexibilité des fonctionnaires au cas particulier des agentes et agents des finances publiques :

- Généralisation de la mobilité forcée,
- Individualisation d'une part de la rémunération, contraire à la qualité du service public : faudrait-il faire plus de poursuites ou de contrôles fiscaux ou encore traiter rapidement un grand nombre de dossiers pour en bénéficier ?

Une précision a été donné hier : le texte de loi de Réforme de la Fonction publique doit être voté avant l'été pour être appliqué dès le 01/01/2020

L'audience avec le Ministre de l'action et des comptes publics du 26 mars n'a permis d'ouvrir qu'un projet de discussions sur les modalités de mise en place de la nouvelle cartographie de la DGFIP....

L'intersyndicale DGFIP, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, l'ensemble des personnels de la DGFIP refusent cette casse du Service public et des conditions de travail et de vie des agents.

Nous exigeons le respect de nos missions et de notre savoir-faire !
Et non pas le mépris de certains qui pensent que la dématérialisation est la panacée universelle !

Nous exigeons le respect de nos statuts !
Et non pas devenir des pions interchangeables dans les mains du préfet !

Nous exigeons le respect de la Fonction Publique !
Et non pas la vente du service public aux banques, aux notaires et autres organismes privés !

Nous exigeons le maintien de notre présence réelle auprès de la population sur notre territoire de montagnes !
Et non pas le succédané illusoire que seraient quelques présences ponctuelles dans les MSAP.

Les fonctionnaires d'État sont au service de l'État, de la population !

Les agents des Finances publiques des Alpes de Haute Provence veulent avoir les moyens de faire un travail de qualité et de remplir leurs missions auprès de la population !

Ils ont fait grève et manifesté le 14 et le 19 mars,

Ils sont encore là aujourd'hui 29 mars !!!

Tout comme leurs collègues dans toute la France, Ils continueront à défendre leurs valeurs HAUT ET FORT !

